

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

St Cyprien

COMMUNE DE DOMME**PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***de conseillers**En exercice :15**De présents : 12**De votants :14*

L'an deux mil vingt, le 24 novembre à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni en séance salle de la Rode, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs ARMAGNAT - BONY – CAMINADE - CASSAGNOLE – CHAULE – COUSIN – DUFOUR - GERMAIN – LAMBERT – PELLETIER – SCHERER - TROUBADY.

Etaient absents : Mme HUSSON (procuration donnée à M. CASSAGNOLE), Mme LARIVIERE, M. RAKOWSKI (procuration donnée à M. GERMAIN).

Le Secrétariat de séance était assuré par : Mme Amandine DUFOUR.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le 17/11/2020.

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 22/12/2020.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 22/12/2020.

**Décision modificative
Du budget 2020 des Sites
Touristiques de Domme**

Le Maire expose au Conseil Municipal que les crédits ouverts à certains articles du budget des Sites Touristiques de Domme pour l'exercice 2020 sont insuffisants et qu'il convient de voter les crédits supplémentaires ci-après :

Intitulé	Chapitre et article	Crédits supplémentaires à voter en recette	Crédits supplémentaires à voter en dépense
Emprunts en Euros	1641	284.198,50 €	
Construction	2313		284.198,50 €
TOTAL		284.198,50 €	284.198,50 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité vote en dépense les suppléments de crédits compensés par les plus-values de recettes indiqué ci-dessus.

**Avenant au contrat de
Concession pour
L'exploitation des sites
Touristiques de Domme**

Le Maire indique qu'en raison du confinement, l'Association des Sites Touristiques de Domme (ASTD), titulaire d'un contrat de concession pour la gestion, l'exploitation et l'entretien ses sites touristiques de la commune de Domme, a vu son activité et son chiffre d'affaire diminuer pendant une grande partie du printemps de l'année 2020, et qu'il va en être de même pendant le mois de novembre 2020.

Il rappelle que le contrat de concession précité fixe à 100.000 € la part fixe de la redevance annuelle due par l'ASTD à la commune de Domme.

**Avenant au contrat pour
L'exploitation d'un petit
Train routier par la SARL
Le Petit Train Dommois**

Le Maire propose de faire bénéficier l'ASTD d'un dégrèvement sur la part fixe de la redevance annuelle due au titre de l'année 2020 et de ramener celle-ci à la somme de 66.000 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte le dégrèvement et de ramener à la somme de 66.000 € la part fixe de la redevance annuelle due au titre de l'année 2020 par l'ASTD, autorise le Maire à signer avec l'ASTD l'avenant correspondant au contrat de concession précité.

Le Maire indique qu'en raison du confinement, la SARL Le Petit Train Dommois n'a pas pu exercer son activité pendant une grande partie du printemps de l'année 2020, et qu'il ne pourra pas l'exercer pendant le mois de novembre 2020.

Il rappelle que par délibération du 02 mars 2020, le Conseil Municipal a fixé à 5.100 € par petit train exploité le montant de la redevance due par la SARL Le Petit Train Dommois au titre de l'année 2020 et l'a autorisé à signer la convention d'autorisation d'exploitation de petits trains routiers dans la bastide de Domme.

Le Maire propose de faire bénéficier la SARL Le Petit train Dommois d'un dégrèvement sur la redevance due d'un montant de 1.700 €, ramenant donc celle-ci à la somme de 3.400 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte ce dégrèvement et autorise le Maire à signer avec la SARL Le Petit Train Dommois un avenant à la convention précitée.

**Versement du solde de
La subvention allouée à
L'ACAD au titre de
L'année 2020**

Le Maire rappelle que par délibération du 26 août 2020, le Conseil Municipal avait accepté d'accorder une subvention exceptionnelle de 5.500 € à l'Association des Commerçants et Artisans de Domme (ACAD) au titre de l'année 2020 et de procéder au versement de cette subvention comme suit :

- Versement immédiat d'un 1^{er} acompte de 2.750,00 € ;
- Versement d'un 2nd acompte de 2.750,00 € après présentation par l'ACAD d'un bilan financier de l'exercice 2020 accompagné des factures et de tous justificatifs de dépenses et de recettes.

Le Maire rappelle que cette subvention avait pour but de financer des animations dans le cadre des Nocturnes de Domme organisés au cours de l'été 2020 et indique que l'ACAD a communiqué des justificatifs.

Il engage un débat pour le versement du solde de cette subvention.

Au cours de ce débat, il est notamment souligné que les adhésions demandées aux commerçants et artisans de Domme et que le produit ainsi collecté est extrêmement bas par rapport au financement communal sollicité et aux retombées économiques dont bénéficient les commerçants et artisans concernés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention :

- Accepte de verser à l'ACAD le solde de la subvention octroyée au titre de l'année 2020, soit 2.750,00 € ;
- Indique qu'il ne sera versé de subventions à l'ACAD au titre des prochains exercices que si celle-ci révisé de façon conséquent à la hausse le tarif de ses adhésions.

**Présentation du RPQS du
Service d'eau potable**

Monsieur le Maire, conformément à l'article 3 du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, présente pour l'exercice 2019, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable adopté par le comité syndical du SIAEP du Périgord Noir. Un exemplaire de ce rapport a été transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service. Le Conseil Municipal prend acte de cette présentation à l'unanimité.

**Renouvellement de la
convention pour la mise
En œuvre du FPS**

Le Maire indique que la convention relative à la mise en œuvre du Forfait Post-Stationnement (FPS) arrive à expiration au 31 décembre 2020 et qu'il convient de la renouveler pour une période de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte le renouvellement de cette convention et autorise le Maire à la signer.

**Modernisation des grottes :
Convention d'assistance à
Maître d'ouvrage**

Le Maire rappelle que la commune de Domme a confié à l'Agence Technique Départementale une mission d'assistance technique à maître d'ouvrage sur l'opération de modernisation des grottes de Domme.

L'Agence Technique Départementale ne souhaite pas prolonger la convention d'assistance technique en phase de travaux. Il propose de confier une mission d'assistance technique à maître d'ouvrage sur l'opération de modernisation des grottes de Domme, en phase travaux (PRO, ACT, DET, AOR) à la société A111 Antoine Bigot architecte DPLG. Le montant de sa mission est fixé à 1.800 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte de confier une mission d'assistance technique à maître d'ouvrage sur l'opération de modernisation des grottes de Domme, en phase travaux, à la société A111 Antoine Bigot architecte DPLG et autorise le Maire à signer la convention correspondante.

**Remparts de Domme :
Adoption d'une 1^{ère} tranche
De travaux et de son plan
De financement.**

Les Remparts de Domme, fortifications exceptionnelles, sont classés Monuments Historiques. Cet édifice n'ayant pas fait l'objet de travaux de restauration depuis plusieurs années, nécessite une restauration en profondeur qui doit être engagée sur du long terme. En effet, on constate aujourd'hui :

- le déjointoiement presque généralisé des maçonneries ;
- une végétalisation croissante ;
- l'affaissement de certaines parties.

S'agissant de travaux sur un immeuble classé historique, la maîtrise d'œuvre des travaux a été confiée par délibération du 09 octobre 2017, après consultation, à un architecte en chef des monuments historiques, le Cabinet AGPO Architecture Patrimoine en l'occurrence. Celui-ci avait établi une estimation d'une première tranche de travaux visant à stabiliser et restaurer deux sections de remparts en mauvais état, travaux s'élevant à 148.210 € HT. Le coût de l'opération, honoraires du maître d'œuvre compris, s'élèverait à 161.786,63 € HT conformément au budget prévisionnel validé par la DRAC Nouvelle Aquitaine le 23 juillet 2020.

Par ailleurs, par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a décidé de confier à ATEMPORELLE une mission d'archéologie préventive préalable aux travaux de restauration des remparts, pour un montant HT de 68.835 € HT.

La DRAC Nouvelle Aquitaine propose de financer ces travaux à hauteur de 60 % via le FIP (Fond Incitatif et Partenarial pour les Monuments Historiques situés dans les communes à faibles ressources).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve l'opération visant à stabiliser et restaurer les Remparts, classé Monument historique comprenant une tranche ferme de travaux et une opération d'archéologie préventive préalable aux travaux de restauration des remparts ;
- Autorise le Maire à solliciter des financements et notamment ceux de l'Etat par l'intermédiaire de la DRAC Nouvelle Aquitaine via le FIP ;
- Autorise le Maire à solliciter des financements de la Région Nouvelle Aquitaine et du Conseil Départemental de la Dordogne ;
- Autorise le Maire à engager une consultation d'entreprises en vue de réaliser les travaux ;
- Autorise le Maire à signer tous les documents et toutes les pièces se rapportant à cette opération ;
- Approuve le plan de financement ci-dessous et autorise le Maire à solliciter une dérogation pour dépassement du taux réglementaire de financement.

Dépenses

Travaux + honoraires + opération d'archéologie préventive : 230.171 € HT, soit 276.205,95 € TTC, se décomposant comme suit :

Maçonnerie – pierre de taille : 148.210,00 € HT ;

Rémunération maîtrise d'œuvre : 5.872,50 € HT ;

Provision pour hausse de prix et imprévus (5 %) : 7.704,13 € HT ;

Archéologie préventive ATEMPORELLE (T1 + T2) : 68.385,00 € HT ;

TOTAL : 230.171,63 € HT soit 276.205,95 € TTC.

Recettes

Total Opération HT : 230.171,63 €, arrondi à 230.171 €

DRAC Nouvelle Aquitaine (FIP)	59,95 %	138.000 €
Région Nouvelle Aquitaine	15 %	34.525,65 €
Conseil Départemental Dordogne	18,46 %	42.500 €
Commune de Domme	06,59 % + TVA	61.179,55 €
TOTAL : 276.205,20 € TTC.		

La commune inscrira la totalité de cette tranche au budget 2021 de la commune de Domme.

Rétrocession d'une concession au cimetière de Domme

Par courriel du 1^{er} novembre 2020, M. Gilles Orgebin indique qu'il souhaite rétrocéder à la commune de Domme une partie de la concession lui appartenant et acquise en 1995 par ces parents maintenant décédés.

Cette concession a été acquise sous le numéro 599 et se trouve en secteur F sous le numéro 150 du plan du cimetière de Domme.

M. Orgebin souhaite conserver la partie de la concession où la tombe de ses parents se trouve, soit 5 m² sur les 10 m² concédés.

M. Orgebin, indique qu'une personne de Domme serait intéressée par l'acquisition de la partie rétrocédée à la commune.

La délibération du 30 avril 2008 fixe à 60 €/m² le tarif des rétrocessions des concessions à la commune de Domme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte la proposition de M. Gilles Orgebin de rétrocession à la commune de Domme d'une surface de 5 m² sur les 10 m² de la concession lui appartenant et acquise par ses parents décédés en 1995 sous le numéro 599 et se trouvant en secteur F sous le numéro 150 du plan du cimetière de Domme.
- Indique que la partie ainsi rétrocédée fera l'objet d'une nouvelle numérotation sur le plan du cimetière de Domme ;
- Accepte de verser à M. Gilles Orgebin une somme de 300 € au titre de la rétrocession précitée, conformément aux tarifs fixés par délibération du 30 avril 2008 ;
- Donne délégation au Maire pour établir et signer les actes de rétrocession.

Convention de servitudes Avec ENEDIS

Le Maire indique que dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, des travaux sont envisagés par ENEDIS lesquels doivent emprunter des propriétés communales sises au Paillé : parcelles en section D numéros, 3049, 3034 et 3060.

Il indique que pour que ces travaux soient réalisés sur les propriétés communales précitées, il est nécessaire de consentir des servitudes à ENEDIS et de les acter par convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte la convention de servitude précitée liant la commune de Domme et ENEDIS et autorise le Maire à les signer.

Assurance statutaire du Personnel pour l'année 2021

Le Maire indique que les contrats d'assurance relatifs à la protection sociale des agents permettent à la collectivité employeur de s'assurer contre les risques demeurant à sa charge.

Après avoir pris connaissance du contrat adressé par CNP Assurances, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à signer le ou les contrats CNP Assurances pour l'année 2021.

Convention pour inciter les Commerces à ouvrir à l'année

Le Maire rappelle que la quasi-totalité des commerces de Domme sont fermés hors période touristique, y compris des commerces de proximité.

Pour inciter les commerces à rester ouverts en dehors de la période touristique, il rappelle qu'il présente tous les ans au Conseil Municipal un projet de convention à signer avec chaque établissement intéressé. Cette convention prévoit une exonération de 50 % des droits d'occupation du domaine public pour les commerces qui ne resteront pas fermés plus de 35 jours par an.

**Dépose d'un câble
téléphonique et passage
En souterrain**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le devis d'ORANGE d'un montant HT de 1.159,20 € en vue de la dépose d'un câble téléphonique en aérien et son passage en souterrain dans la nouvelle zone de containers à poubelles sise aux Pechs, et autorise le Maire à le signer.

**Décisions modificatives du
Budget 2020 de la
Commune de Domme**

Le Maire expose au Conseil Municipal que les crédits prévus à certains chapitres du budget de la Commune de Domme pour l'exercice 2020 sont insuffisants et qu'il convient d'effectuer les virements de crédits ci-après :

Virements de crédits

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Travaux Bâtiments	20062-2313	3.000,00 €	
Acquisition de matériel	10031-21571		3.000,00 €
TOTAL		3.000,00 €	3.000,00 €

Vote de crédits supplémentaires

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Constructions	040-2313	8.000,00 €	
Autres constructions	040-2138		3.000,00 €
Réseaux de voirie	040-2151		4.000,00 €
Autres réseaux	040-21538		1.000,00
TOTAL		8.000,00 €	8.000,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve les virements de crédits mentionnés ci-dessus.

**Elargissement du chemin
Des Aziliers**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le devis de SARLAT TRAVAUX PUBLICS d'un montant HT de 5.680,00 € en vue de l'élargissement du chemin des Aziliers, et autorise le Maire à le signer.

Achat d'un véhicule utilitaire

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'acheter à M. Jean-Philippe Mondy un véhicule de marque PEUGEOT, modèle PARTNER, année 2007, pour un prix total de 3.000,00 €, et autorise le Maire à signer tous les documents relatifs à cette acquisition.

Ce véhicule est destiné au fonctionnement du service de valorisation du Patrimoine.

**Convention pour l'utilisation
Des sites naturels de Domme
Pour les entraînements des
Forces de police et de
Gendarmerie**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à signer une convention avec le Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie visant à permettre l'utilisation des sites naturels de Domme pour les entraînements et la formation des forces de police et de gendarmerie européenne.

**Opération d'enfouissement
Des réseaux téléphoniques
Et de modernisation de
L'éclairage public à
Castarnou**

Le Maire indique qu'il conviendrait d'effectuer une opération d'enfouissement de réseaux téléphoniques et de modernisation du réseau d'éclairage public à Castarnou (sous le site du Château du Roy). Il rappelle qu'en vertu de la convention de transfert de compétence « Eclairage Public » conclue avec le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, ce dernier a vocation pour effectuer l'étude et pour assurer la maîtrise d'ouvrage de ces travaux. Dans le cas où la commune de Domme ne donnerait pas suite au projet et ce dans un délai de 3 ans à compter de la présente délibération, la commune s'acquittera de la somme de 700 Euros pour frais de dossier. Concernant le réseau de télécommunication, la partie câblage et dépose du réseau aérien sera réalisée par l'opérateur. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Accepte le principe de cette opération ;
- Décide de confier le projet au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne ;
- Mandate le Maire pour effectuer les démarches nécessaires auprès du syndicat.

Achat d'une élagueuse

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte le devis de COVERPA d'un montant HT de 354,41 € en vue d'acheter une élagueuse pour le service de valorisation du Patrimoine, et autorise le Maire à le signer.

**Equipements de clôtures
De sites communaux**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le devis de COVERPA d'un montant HT de 1.513,71 € en vue d'acheter les équipements pour clôturer le site de la réserve incendie de Turnac et celui de l'Atelier Technique communal à Maisonneuve, et autorise le Maire à le signer.

**Fourniture et pose de
Lumières à la Mairie**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte le devis de la SARL Dufour en vue de la fourniture et la pose de 3 luminaires de modèle KALU 2 dans les couloirs de la Mairie, d'un montant HT 217,60 €/unité, et autorise le Maire à le signer. Mme Amandine Dufour n'a participé ni au débat ni au vote.

Communications

Colis de Noël

Maryline Chaule demande pourquoi il n'a pas été prévu pour les personnes de plus de 70 ans un colis par personne. Le Maire indique que le choix qui a été fait est celui d'un colis par foyer et que le colis choisi peut convenir pour 2 personnes. Il rappelle que ce colis se substitue exceptionnellement au repas qui est organisé habituellement en fin d'année et qui a été annulé pour cause d'épidémie de COVID-19. Considérant que le repas attire de moins en moins de personnes chaque année, un bilan sera fait de cette alternative pour savoir si elle sera reconduite.

Demande d'installation d'un Fauconnier.

Bernard Lambert indique qu'il est relancé par un fauconnier qui cherche à s'installer sur Domme pour y exercer son activité et proposer des spectacles. Le Maire est d'accord pour le recevoir mais indique qu'il n'y a pas à sa connaissance de possibilité de le loger en ce moment.

Aménagement du Musée

Le Maire indique que le projet d'aménagement du Musée devrait être subventionné par l'Etat (DESIL) et le Département. La DRAC pourrait également financer le projet car le musée cde Domme est classé « Musée de France », à condition que l'opération soit assortie d'un projet scientifique et culturel. Pour cela, il sollicitera le concours des services du Département et de la DRAC.

DETR 2021

Le Maire proposera le projet d'aménagement de la rue et de la place de la Porte des Tours en vue de l'attribution de la DETR au titre de l'année 2021. Il rappelle qu'une étude a été établie par l'ATD.

Aménagement des aires de déchets

Le Maire demande qu'un container gris et qu'un container jaune soient ajoutés à ceux prévus sur l'aire qui doit être aménagée au Pradal.

Ventes immobilières

Le Maire indique qu'une première évaluation a été communiquée par une agence immobilière concernant des immeubles sis rue Jacques de Maleville et rue du Grel.

SIVOM de Domme-Cénac

Patrick Pelletier en est désormais le Président. Le secrétariat reviendra à Domme au 01/01/2021. Une réunion sur les falaises doit se dérouler le 25/11/2020 à la Sous-Préfecture.

Mur de Mme Loyez

Bernard Lambert indique que Bruno Einaudi a repéré une fente importante entre la route et le mur de clôture du garage de Mme Loyez, rue de la Tour du Gal. Il semblerait qu'il ne s'agisse pas d'une fente récente selon Patrick Armagnat. Bernard Lambert et Patrick Armagnat se rendront sur place.

Bulletin Municipal

Maryline Chaule demande aux responsables de commissions municipales de rédiger un bilan de l'année écoulée pour diffusion sur le bulletin municipal.

Fait à Domme, le 25/11/2020.